

parmi les montagnards de la Nouvelle-Ecosse comme on l'avait fait aux beaux jours des Jacobites. Les hommes se sont ralliés au drapeau; dans une seule brigade quatre bataillons, comprenant plus de 4,500 hommes sont arrivés ensemble, parce qu'on leur avait demandé de suivre les chefs qui les conduiraient au combat, les chefs qu'ils connaissaient, qui étaient dignes de les commander, en qui ils avaient confiance et dont ils pouvaient être fiers. Ils partirent: ici, deux frères, dans une famille; là, deux camarades de fermes voisines dans la campagne, qui croyaient qu'on ne les séparerait pas; ils voulaient partir et vaincre ensemble. Ils sont allés à Aldershot, l'an dernier, et y ont été exercés depuis mai jusqu'à octobre. Mon très honorable ami leur a rendu visite, son ministre de la Milice les a vus. Le ministre de la Milice a donné sa parole de chevalier que chacun de ces jeunes gens pouvait compter qu'ils iraient au front tous ensemble; que leur brigade ne serait pas démembrée; que le colonel Borden serait nommé brigadier général. Quand, le 13 octobre, ils se sont embarqués il n'y avait aucun doute sur ce point. J'ai eu le plaisir de me trouver sur le quai du départ avec le distingué président du collège de Pine-Hill, à Halifax, le révérend Clarence McKinnon, que mon très honorable ami connaît et qui était un des aumôniers du régiment. Ce président, entouré de tout le prestige de sa haute position, a fait appel aux mères et aux pères de la région, pour qu'ils laissent leurs enfants entrer dans ce régiment formé de tous leurs camarades, pour qu'ils puissent combattre et triompher ensemble. Il leur en donna l'assurance positive, comptant, disait-il, sur les garanties qui lui avaient été fournies par le Gouvernement. C'était là de l'idéal, cela donnait de l'entrain, il y avait là un sentiment. On invita le jeune homme de la chaumière sur la colline ou dans la vallée, il se présenta et qu'arriva-t-il? Par suite des conditions impénétrables des affaires militaires qui régissent de l'autre côté de l'Océan—j'ai demandé, hier soir, au très honorable premier ministre qui avait réellement la direction de ces affaires; je crois, après avoir lu la lettre de sir Sam Hughes, que personne n'en savait rien—un mois environ après leur arrivée là-bas quelqu'un vint de quelque part et dit: Prenez 800 hommes de la brigade, faites-les passer en France; que rien ne vous arrête.

On les prit et dans les quatre régiments; les frères furent séparés, les camarades furent désunis. Les pères et les mères

[M. Macdonald.]

de ces jeunes gens qu'on avait séparés, vinrent dans les bureaux de ces hommes de la Nouvelle-Ecosse qui leur avaient demandé de s'enrôler et leur demandèrent comment cela pouvait se faire: "Pouvez-vous, disaient-ils, avoir aucune confiance dans ce que fait le Gouvernement? Mon garçon pourrait mourir et son frère ne serait pas là; c'est parce qu'ils devaient être ensemble que je les ai laissés partir." Est-il surprenant que le recrutement ne marche pas avec de tels procédés? Aujourd'hui la brigade est démembrée et personne ne sait exactement où sont ceux qui en faisaient partie. Nous voudrions avoir sur ce point une déclaration officielle. Prenez les Irish Rangers de Montréal. Pour lever ce régiment, on a fait appel à la race héroïque; les fils et les petits-fils de la vieille Irlande qui sont au pays, ont été invités à se rallier de façon à envoyer au front un régiment absolument irlandais. Je vois dans la "Montreal Gazette" d'aujourd'hui que le col. Trihey déclare que si ce régiment doit être démembré, il ne retournera pas au front.

Pourquoi agit-on ainsi? Me donnez-vous pour réponse ce que disent les organes conservateurs, qu'il n'y a pas, pour les jeunes gens, autant de chances d'être tués, s'ils sont séparés que s'ils sont ensemble? C'est ce que prétend le "Halifax Herald", l'organe de mon très honorable ami; c'est l'excuse qu'il donne pour ce manque de parole. A quoi bon dire aux gens de la Nouvelle-Ecosse que vous allez faire quelque chose pour la guerre, en présence d'un manque de parole absolu et incontestable? C'est ce qui existe. Est-il étonnant que nous signalions ces faits qui se passent sous l'administration de mon très honorable ami et que nous demandions au Gouvernement de considérer ce que cela signifie?

Mais, monsieur l'Orateur, nous avons en outre un collègue de mon très honorable ami, l'homme qu'il complimentait hier soir pour la façon dont il avait dirigé les affaires à Valcartier, qui porte dans la presse, sur sa propre signature, dix-neuf accusations distinctes au sujet de l'administration et de l'intervention du Gouvernement dans l'administration pendant la guerre. Dans toute l'histoire parlementaire de l'Angleterre il n'y a pas de précédent pour la publication d'une correspondance semblable à celle qui a été échangée entre mon très honorable ami et son ex-ministre de la Milice. Dans une certaine occasion, Disraëli écrivit une lettre à lord Chelmsford sur lequel il avait des doutes comme leader possible dans la chambre des lords, en qualité de lord chancelier; mais, la lettre écrite par Disraëli avait trait à un changement d'administra-